



**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE n° 2023-80
Séance du 13 décembre 2023 à 18 heures 30**

L'an deux mille vingt-trois, le treize décembre à dix-huit heures trente, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en mairie, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

Présents : MM Frédéric Aldon, Roger Caizergues, Sylvain Castellon, Philippe Lenoir, Michel Perez, François Petit, Joël Salgues, Filipe Serra, Alexis Viala
Mmes Frédérique Berard, Elodie Joannot, Romane Palau, Paloma Pervent, Fanny Suau, Irène Vilaplana

Absents ayant donné procuration : Mme Laurence Enjalbert pouvoir à Mme Elodie Joannot, M. Jean-René Oudinot pouvoir à M. Michel Perez, M. Brigitte Torrandell pouvoir à Mme Frédérique Berard

Absents excusés : M. Théo Briane, Mme Souhila Gouard

Absents : Mme Nathalie Balsan, M. Sylvain Deyrat, M. Didier Huber

Secrétaire de séance : Mme Irène Vilaplana

Nombre de membres en exercice : 23

Présents : 15

Procurations : 3

Absents : 5

Votants : 18

Date de convocation et affichage

8 décembre 2023

Objet : Revalorisation de la participation commune au risque santé de ses agents

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu les articles L 827-1 et suivants du code général de la fonction publique relatifs à la protection sociale complémentaire,
Vu le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents et les quatre arrêtés d'application du 8 novembre 2011,
Vu l'avis du comité social territorial du 30 novembre 2023, pris sur la base de l'article 4 du décret n°2011-1474 précité,

M. le maire donne la parole à M. Sylvain CASTELLON, conseiller municipal délégué aux finances et au personnel qui expose :

Les employeurs publics territoriaux peuvent contribuer au financement des garanties d'assurance de protection sociale complémentaire auxquelles les agents qu'ils emploient souscrivent. Ces garanties ont pour objet de couvrir :

- Le risque santé : frais occasionnés par une maternité, une maladie ou un accident,
- Le risque prévoyance : incapacité de travail, invalidité, inaptitude ou de décès.

Cette participation deviendra obligatoire pour le risque prévoyance à effet du 1er janvier 2025 selon un minimum de 7 € brut mensuel, et pour le risque santé à effet du 1er janvier 2026 selon un minimum de 15 € brut mensuel. Ces montants pourraient être revus selon la clause de revoyure prévue à l'article 8 du décret n°2022-581 et les conclusions issues de l'accord de méthode du 12 juillet relatif à la conduite des négociations relatives à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique territoriale.

La participation peut être accordée pour l'un ou l'autre des risques santé ou prévoyance, ou pour les deux. L'employeur peut opter, pour chacun des risques :

- Soit pour la **labellisation**. Dans ce cas, l'employeur verse une participation aux agents qui ont adhéré à l'un des produits labellisés, parmi ceux mentionnés sur la liste publiée sur le site internet du ministère chargé des collectivités territoriales,

- Soit pour la **convention de participation**, associée à un contrat collectif d'assurance, conclue à l'issue d'une procédure d'appel à concurrence spécifique (définie par le décret précité et non soumis à la réglementation relative aux marchés publics), avec un organisme d'assurance bénéficiant de la qualité de mutuelle ou d'union de mutuelles, d'institution de prévoyance ou de société d'assurance.

Par délibération en date du 24 octobre 2018, le conseil municipal a décidé d'opter pour la conclusion d'une convention de participation et de fixer le montant mensuel de participation à 10 € par agent et par volet. Une proratisation de la participation est appliquée pour les agents à temps non complet.

Considérant le contexte inflationniste pesant sur le pouvoir d'achat des agents et la nécessité prochaine de relever au minimum à 15€ par mois la participation communale au risque santé, il est proposé au conseil municipal de la revaloriser dès à présent et de la porter à 20 € par mois et par agent. Une proratisation de la participation est appliquée pour les agents à temps non complet.

Le conseil municipal après discussion, sur proposition de M. le maire et à l'unanimité :

- Décide de revaloriser le montant de la participation communale au risque santé des agents ayant souscrit au contrat collectif d'assurance proposé à 20 € bruts par mois et par agent, proratisé pour les agents à temps non complet ;
- Autorise M. le maire à effectuer tout acte en découlant ;
- Réserve les crédits nécessaires au budget.

Ainsi fait et délibéré, Lavérune le 13 décembre 2023

Roger CAIZERGUES
Maire



Irène VILAPLANA
Secrétaire de séance

